



# Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Distr. générale  
23 avril 2012  
Français  
Original: anglais

**Conseil du développement industriel**  
**Quarantième session**  
Vienne, 20-22 novembre 2012  
Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire  
**Situation financière de l'ONUDI**

**Comité des programmes et des budgets**  
**Vingt-huitième session**  
Vienne, 25 et 26 juin 2012  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire  
**Situation financière de l'ONUDI**

## Situation financière de l'ONUDI

### Rapport du Directeur général

Le présent document rend compte de la situation financière de l'ONUDI au 31 mars 2012.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Aperçu général .....	1	2
II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2012-2013 .....	2-10	2
III. Contributions .....	11-12	4
IV. Droit de vote .....	13-14	5
V. Plans de paiement plurianuels .....	15	5
VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres .....	16	6
VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts et intérêts en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget .....	17	6
VIII. Mesures à prendre par le Comité .....	18	6
Annexe		
État des contributions au budget ordinaire au 31 mars 2012 .....		7



## I. Aperçu général

1. La situation financière au 31 mars 2012 peut, dans ses grandes lignes, se résumer comme suit:
  - a) Les dépenses brutes au titre du budget ordinaire, à hauteur de 23,1 %, représentaient un niveau inférieur à celui correspondant à la même période de l'exercice biennal précédent, soit 26 %;
  - b) Les dépenses engagées au titre du budget opérationnel se montaient à 2,9 millions d'euros pour la période considérée. Les remboursements au titre des dépenses d'appui et les autres recettes se chiffraient à 6,8 millions d'euros à la fin du premier trimestre 2012;
  - c) Les dépenses engagées au titre de la gestion des bâtiments se montaient à 13,5 millions d'euros, conformément au plan de travail en vigueur;
  - d) Le montant des ressources de trésorerie au titre du budget ordinaire (y compris le Fonds de roulement) s'établissait à 77,8 millions d'euros, contre 55,2 millions d'euros au 31 mars 2011 et 74,7 millions d'euros au 31 mars 2010;
  - e) Le taux de recouvrement des contributions pour 2012 au 31 mars se situait à 39 %, contre 26,4 % en 2011 et 52,3 % en 2010. Le taux de recouvrement pour 2010 était bien plus élevé parce que deux grands contributeurs avaient versé leurs contributions au premier trimestre;
  - f) Le taux de recouvrement des arriérés de contributions des années antérieures par rapport aux contributions de l'année en cours était de 14,2 %; au 31 mars 2011 et 2010, il était de 1 % par rapport aux contributions de ces années;
  - g) Le montant des contributions non acquittées se chiffrait à 146,1 millions d'euros, comme le montre l'annexe au présent document (dont 69,1 millions d'euros dus par les États-Unis d'Amérique et 2,1 millions d'euros par l'ex-Yougoslavie), contre 170,1 millions d'euros au 31 mars 2011 et 152,2 millions d'euros au 31 mars 2010;
  - h) Le solde du Fonds de roulement s'établissait à 7 423 030 euros mais, au 31 mars 2012, un montant de 152 067 euros n'y avait pas encore été versé;
  - i) Des informations sur l'état des contributions et l'exercice du droit de vote, actualisées au 31 mai 2012, seront présentées dans un document de séance.

## II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2012-2013

### A. Budget ordinaire

2. L'exécution du budget ordinaire de l'exercice biennal a commencé par la fixation d'un seuil initial de crédits par ligne budgétaire et/ou principal objet de dépense pour faciliter un financement suffisant en début d'exercice et garantir la bonne exécution des activités prévues dans chaque catégorie budgétaire.

3. Il a donc été décidé en début d'exercice d'allouer un montant de 70,1 millions d'euros, dont 42,7 millions d'euros pour le personnel occupant des postes permanents et 27,4 millions d'euros pour toutes les autres catégories de dépenses. Des réductions de dépenses supplémentaires d'un montant 0,4 million d'euros ont été effectuées au premier trimestre.

4. Au 31 mars 2012, les dépenses engagées au titre du budget ordinaire s'établissaient à 17,9 millions d'euros, soit 23,1 % du montant brut des prévisions de dépenses pour 2012. Ces chiffres sont comparables à ceux de l'exercice biennal précédent puisque, au 31 mars 2010, les dépenses engagées au titre du budget ordinaire s'élevaient à 20,7 millions d'euros, soit 26 % du montant brut des dépenses prévues.

## B. Budget opérationnel

5. Des crédits d'un montant de 12,8 millions d'euros ont été alloués au début de 2012, soit 100 % des montants prévus dans le programme et les budgets approuvés pour toutes les catégories budgétaires autres que les dépenses de personnel, les crédits alloués ayant été calculés sur la base du nombre de fonctionnaires en poste au début de l'exercice biennal en cours. Des crédits supplémentaires d'un montant de 0,8 million d'euros ont été alloués au premier trimestre.

6. Au 31 mars 2012, les dépenses imputées sur le budget opérationnel s'établissaient à 2,9 millions d'euros. Au cours de l'exercice biennal précédent, elles s'étaient inscrites à 2,1 millions d'euros durant la même période.

7. Au cours du premier trimestre 2012, les dépenses relatives à l'exécution des activités de coopération technique ont atteint 81,4 millions de dollars des États-Unis (engagements de dépenses compris). Les recettes provenant du remboursement des dépenses d'appui et autres recettes pendant cette période ont atteint 6,8 millions d'euros.

## C. Gestion des bâtiments

8. Le budget du Service des bâtiments est exécuté conformément au programme de travail en vigueur.

9. Un montant de 30,2 millions d'euros a été alloué pour 2012 en début d'exercice.

10. Au 31 mars 2012, les dépenses engagées s'élevaient à 13,5 millions d'euros, contre 11,4 millions d'euros au cours de la même période du précédent exercice biennal, soit un taux d'utilisation de 42,6 % du montant brut du budget approuvé pour la gestion des bâtiments. Ce taux d'utilisation traduit en outre le fait qu'une proportion importante des frais de fonctionnement, de location et d'entretien des locaux sont normalement acquittés au cours du premier trimestre de l'année.

### III. Contributions

#### A. Recouvrement

11. Au total, 42 États Membres, dont 8 font partie des pays les moins avancés (PMA), ont acquitté l'intégralité de leurs contributions et 69 États Membres, dont 11 PMA, ont soit effectué des versements partiels, soit vu leur quote-part réduite au titre du reversement des soldes inutilisés pour 2012. Les contributions recouvrées pour la période allant de janvier à mars 2012, ventilées par liste d'États, sont récapitulées au tableau 1.

Tableau 1  
**Recouvrement des contributions, janvier-mars 2012**  
(en millions d'euros)

Liste d'États*	Année en cours	Années antérieures	Total
A	2,04	0,59	2,63
B	23,12	1,37	24,49
C	1,78	8,03	9,81
D	2,97	0,64	3,61
Autres	0,00	0,01	0,01
États-Unis d'Amérique	0,00	0,00	0,00
Ex-Yougoslavie	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>29,91</b>	<b>10,64</b>	<b>40,55</b>

\* Voir document GC.14/16/Rev.1.

#### B. Contributions non acquittées

12. L'état détaillé des contributions non acquittées au 31 mars 2012 est récapitulé à l'annexe du présent document. Le tableau 2 présente les quotes-parts et les contributions non acquittées à cette date, ventilées par liste d'États.

Tableau 2  
**Quotes-parts et contributions non acquittées au 31 mars 2012**

Liste d'États*	Quotes-parts (%)	Millions d'euros		
		Année en cours	Années antérieures	Total
A	16,102	9,14	2,78	11,92
B	69,611	32,42	1,98	34,40
C	8,277	3,96	18,31	22,27
D	5,965	1,12	4,81	5,93
Autres	0,045	0,03	0,35	0,38
<b>Total partiel</b>	<b>100,000</b>	<b>46,67</b>	<b>28,23</b>	<b>74,90</b>
États-Unis d'Amérique		0,00	69,07	69,07
Ex-Yougoslavie		0,00	2,08	2,08
<b>Total</b>	<b>100,000</b>	<b>46,67</b>	<b>99,38</b>	<b>146,05</b>

\* Voir document GC.14/16/Rev.1.

## IV. Droit de vote

13. Comme indiqué à l'annexe du présent document, 39 États Membres étaient suspendus de l'exercice du droit de vote au 31 mars 2012, conformément à l'Article 5.2 de l'Acte constitutif et à l'alinéa b) de l'article 5.5 du Règlement financier, soit le même nombre (39) qu'à la même période l'année dernière. La situation concernant l'exercice du droit de vote dans les différents organes directeurs est présentée au tableau 3.

Tableau 3

### Suspension de l'exercice du droit de vote au 31 mars 2012

Organe	Nombre d'États Membres		
	2012	2011	2010
Conférence générale	39	39	47
Conseil du développement industriel	4	6	6
Comité des programmes et des budgets	2	3	3

14. Afin de recouvrer leur droit de vote pour le reste de l'année 2012, ces États Membres doivent verser l'intégralité de leurs contributions pour 2009 et les années antérieures, y compris les avances au Fonds de roulement, et effectuer des versements partiels pour 2010, soit un montant total minimum de 9 683 370 euros.

## V. Plans de paiement pluriannuels

15. Le tableau 4 récapitule l'état actuel de l'exécution des plans de paiement que les États Membres ont conclus en vue du règlement de leurs arriérés de contributions. Le Secrétariat note avec satisfaction et reconnaît les efforts considérables qu'ont déployés tous les États Membres qui ont respecté leurs engagements et obligations énoncés dans leur plan de paiement. Les autres États Membres ayant des arriérés de contributions sont encouragés à envisager de présenter des plans de paiement afin de les réduire progressivement. L'Azerbaïdjan a mené à terme son plan de paiement échelonné sur 10 ans.

Tableau 4

### État des plans de paiement au 31 mars 2012

(Montants en euros)

État Membre	Montant total des arriérés faisant l'objet du plan*	Montant restant à acquitter au 31/3/2012	Montants reçus ou dus en 2012	Durée (années)	Date de la tranche due en 2012 (mois)	Tranche due	Versement effectué en 2012
Azerbaïdjan	1 269 247	0	128 600	10	Mai	-	Reçu
Brésil	25 577 384	16 550 443	6 700 989	5	Juin	Troisième	Programmé
Costa Rica	280 742	351 072	62 528	10	Mars	Première	Attendu
République de Moldova	878 231	440 879	89 890	10	Juin	Sixième	Programmé
Ukraine	1 949 104	1 926 830	367 547	5	Avril	Première	Attendu
<b>Total</b>	<b>29 954 708</b>	<b>19 269 224</b>	<b>7 349 554</b>				

\* Montant total des arriérés au moment de la signature du plan.

## **VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres**

16. Le montant des arriérés dus à l'Organisation s'élevait à 69 068 887 euros pour les États-Unis d'Amérique (pour la période 1994-1996) et à 2 081 599 euros pour l'ex-Yougoslavie (pour la période 1990-2001). Le Secrétariat s'efforce d'obtenir le versement de ces arriérés.

## **VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts et intérêts en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget**

17. Des renseignements sur les soldes inutilisés des crédits ouverts ont été communiqués dans le document GC.14/18. D'autres renseignements sur ces soldes inutilisés auxquels des États Membres ont renoncé et la façon dont ils sont utilisés pour renforcer les programmes de l'ONUDI seront fournis dans le document IDB.40/8-PBC.28/8.

## **VIII. Mesures à prendre par le Comité**

16. Le Comité pourrait envisager de recommander au Conseil d'adopter le projet de décision suivant:

“Le Conseil du développement industriel:

- a) Prend note des informations figurant dans le document IDB.40/4-PBC.28/4;
- b) Prie instamment les États Membres et anciens États Membres qui n'ont pas encore réglé leurs contributions, y compris pour ce qui est des avances au Fonds de roulement et des arriérés d'années antérieures, de le faire sans retard;
- c) Prie le Directeur général de poursuivre ses efforts, ainsi que ses contacts avec les États Membres et les anciens États Membres, afin d'assurer le recouvrement des arriérés.”

**Annexe****État des contributions au budget ordinaire au 31 mars 2012  
(en euros)**

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2012</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote<sup>a</sup></i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Afghanistan	0	0	0	-	Oui	0
Afrique du Sud	0	0	0	-	Oui	0
Albanie	8 221	0	8 221	2012P	Oui	0
Algérie	103 772	0	103 772	2012P	Oui	0
Allemagne	3 880 935	0	3 880 935	2012P	Oui	0
Angola	14 696	0	14 696	2009P	Non	1 650
Arabie saoudite	641 105	0	641 105	2012P	Oui	0
Argentine	2 387 790	0	2 387 790	2007P	Non	1 376 850
Arménie	918 125	249	918 374	1992P	Non	908 970
Autriche	0	0	0	-	Oui	0
Azerbaïdjan	0	0	0	-	Oui	0
Bahamas	13 111	0	13 111	2012P	Oui	0
Bahreïn	0	0	0	-	Oui	0
Bangladesh	4 389	0	4 389	2012P	Oui	0
Barbade	5 274	0	5 274	2012P	Oui	0
Bélarus	0	0	0	-	Oui	0
Belgique	0	0	0	-	Oui	0
Belize	3 510	0	3 510	2008P	Non	1 400
Bénin	3 172	0	3 172	2012P	Oui	0
Bhoutan	0	0	0	-	Oui	0
Bolivie (État plurinational de)	31 131	0	31 131	2008P	Non	11 120
Bosnie-Herzégovine	13 253	0	13 253	2012P	Oui	0
Botswana	0	0	0	-	Oui	0
Brésil	16 475 647	74 796	16 550 443	2002P	Oui Plan de paiement	
Bulgarie	0	0	0	-	Oui	0
Burkina Faso	0	0	0	-	Oui	0
Burundi	46 018	0	46 018	1995P	Non	43 910
Cambodge	2 723	0	2 723	2012P	Oui	0
Cameroun	20 839	0	20 839	2011P	Oui	0
Cap-Vert	52 788	0	52 788	1996P	Non	36 750
Chili	205 544	0	205 544	2012P	Oui	0
Chine	3 367 346	51 810	3 419 156	2012P	Oui	0
Chypre	0	0	0	-	Oui	0
Colombie	151 957	2 314	154 271	2012P	Oui	0
Comores	141 403	0	141 403	1986P	Non	139 300
Congo	1 359	0	1 359	2012P	Oui	0
Costa Rica	350 834	238	351 072	1999P	Non	246 240

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2012</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote<sup>a</sup></i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Côte d'Ivoire	0	0	0	-	Oui	0
Croatie	87 067	0	87 067	2012P	Oui	0
Cuba	61 179	0	61 179	2012P	Oui	0
Danemark	0	0	0	-	Oui	0
Djibouti	100 309	0	100 309	1991P	Non	98 200
Dominique	5 657	0	5 657	2005P	Non	3 550
Égypte	0	0	0	-	Oui	0
El Salvador	367 532	1 734	369 266	1988	Non	308 100
Émirats arabes unis	0	0	0	-	Oui	0
Équateur	0	0	0	-	Oui	0
Érythrée	0	0	0	-	Oui	0
Espagne	4 849 958	0	4 849 958	2011P	Oui	0
Éthiopie	8 705	0	8 705	2011P	Oui	0
ex-République yougoslave de Macédoine	21 379	0	21 379	2009P	Non	2 940
Fédération de Russie	0	0	0	-	Oui	0
Fidji	5 707	0	5 707	2011P	Oui	0
Finlande	597 236	0	597 236	2012P	Oui	0
France	5 237 498	0	5 237 498	2012P	Oui	0
Gabon	37 314	0	37 314	2009P	Non	6 340
Gambie	65 211	0	65 211	1994P	Non	63 100
Géorgie	1 617 836	309	1 618 145	1992P	Non	1 605 790
Ghana	4 523	0	4 523	2012P	Oui	0
Grèce	1 218 511	0	1 218 511	2011P	Oui	0
Grenade	50 168	0	50 168	1995P	Non	48 060
Guatemala	18 175	0	18 175	2012P	Oui	0
Guinée	3 049	0	3 049	2010P	Oui	0
Guinée-Bissau	123 534	0	123 534	1988P	Non	121 450
Guinée équatoriale	8 494	0	8 494	2011P	Oui	0
Guyana	0	0	0	-	Oui	0
Haïti	2 300	0	2 300	2012P	Oui	0
Honduras	11 634	0	11 634	2011P	Oui	0
Hongrie	250 212	0	250 212	2012P	Oui	0
Inde	564 115	8 384	572 499	2012P	Oui	0
Indonésie	0	0	0	-	Oui	0
Iran (République islamique d')	352 971	0	352 971	2011P	Oui	0
Iraq	0	0	0	-	Oui	0
Irlande	0	0	0	-	Oui	0
Israël	401 365	0	401 365	2012P	Oui	0
Italie	5 267 647	0	5 267 647	2012P	Oui	0
Jamaïque	23 133	0	23 133	2011P	Oui	0
Japon	12 882 388	0	12 882 388	2012P	Oui	0
Jordanie	11 606	0	11 606	2012P	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2012</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote<sup>a</sup></i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Kazakhstan	68 699	0	68 699	2012P	Oui	0
Kenya	23 911	0	23 911	2010P	Oui	0
Kirghizstan	380 287	0	380 287	1993P	Non	378 200
Koweït	228 000	0	228 000	2012P	Oui	0
Lesotho	1 745	0	1 745	2010P	Oui	0
Liban	34 573	0	34 573	2012P	Oui	0
Libéria	108 953	0	108 953	1990P	Non	106 850
Libye	167 347	0	167 347	2011P	Oui	0
Lituanie	19 059	0	19 059	2012P	Oui	0
Luxembourg	68 709	0	68 709	2012P	Oui	0
Madagascar	6 796	0	6 796	2010P	Oui	0
Malaisie	212 105	0	212 105	2012P	Oui	0
Malawi	0	0	0	-	Oui	0
Maldives	1 636	0	1 636	2010P	Oui	0
Mali	4 159	0	4 159	2011P	Oui	0
Malte	0	0	0	2012P	Oui	0
Maroc	49 745	0	49 745	2012P	Oui	0
Maurice	11 796	32	11 828	2012P	Oui	0
Mauritanie	83 533	0	83 533	1992P	Non	81 430
Mexique	949 377	0	949 377	2012P	Oui	0
Monaco	0	0	0	-	Oui	0
Mongolie	1 199	0	1 199	2012P	Oui	0
Monténégro	4 163	220	4 383	2012P	Oui	0
Mozambique	3 469	263	3 732	2012P	Oui	0
Myanmar	47 257	0	47 257	2005P	Non	30 900
Namibie	6 338	0	6 338	2012P	Oui	0
Népal	10 550	0	10 550	2010P	Oui	0
Nicaragua	0	0	0	-	Oui	0
Niger	104 291	128	104 419	1991P	Non	100 930
Nigéria	58 298	0	58 298	2012P	Oui	0
Norvège	0	0	0	-	Oui	0
Nouvelle-Zélande	0	0	0	-	Oui	0
Oman	0	0	0	-	Oui	0
Ouganda	5 501	0	5 501	2012P	Oui	-
Ouzbékistan	488 556	126	488 682	1997P	Non	461 890
Pakistan	70 489	0	70 489	2012P	Oui	0
Panama	18 901	0	18 901	2012P	Oui	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	32 086	0	32 086	2003P	Non	25 460
Paraguay	4 585	0	4 585	2012P	Oui	0
Pays-Bas	0	0	0	-	Oui	0
Pérou	70 746	0	70 746	2012P	Oui	0
Philippines	3 379	0	3 379	2012P	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2012</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote<sup>a</sup></i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Pologne	0	0	0	-	Oui	0
Portugal	392 010	0	392 010	2012P	Oui	0
Qatar	126 685	0	126 685	2012P	Oui	0
République arabe syrienne	26 367	927	27 294	2012P	Oui	0
République centrafricaine	118 224	0	118 224	1989P	Non	116 120
République de Corée	2 386 215	7 535	2 393 750	2012P	Oui	0
République de Moldova	440 751	128	440 879	1995P	Oui	Plan de paiement
République démocratique du Congo	151 879	40	151 919	1989P	Non	142 340
République démocratique populaire lao	0	0	0	-	Oui	0
République dominicaine	600 006	0	600 006	1987P	Non	504 070
République populaire démocratique de Corée	7 632	0	7 632	2012P	Oui	0
République tchèque	293 195	0	293 195	2012P	Oui	0
République-Unie de Tanzanie	5 132	0	5 132	2012P	Oui	0
Roumanie	165 721	0	165 721	2012P	Oui	0
Royaume-Uni	0	0	0	-	Oui	0
Rwanda	460	0	460	2012P	Oui	0
Sainte-Lucie	1 972	0	1 972	2010P	Oui	0
Saint-Kitts-et-Nevis	2 981	0	2 981	2009P	Non	880
Saint-Vincent-et-les Grenadines	117 694	0	117 694	1989P	Non	115 600
Samoa	687	0	687	2012P	Oui	0
Sao Tomé-et-Principe	141 403	0	141 403	1986P	Non	139 300
Sénégal	8 027	0	8 027	2011P	Oui	0
Serbie	36 531	0	36 531	2012P	Oui	0
Seychelles	4 311	0	4 311	2011P	Oui	0
Sierra Leone	0	0	0	-	Oui	0
Slovaquie	136 071	0	136 071	2012P	Oui	0
Slovénie	0	0	0	-	Oui	0
Somalie	141 402	0	141 402	1986P	Non	139 300
Sri Lanka	16 243	0	16 243	2012P	Oui	0
Soudan	27 195	0	27 195	2009P	Non	4 750
Suède	0	0	0	-	Oui	0
Suisse	0	0	0	-	Oui	0
Suriname	2 625	0	2 625	2012P	Oui	0
Swaziland	6 726	0	6 726	2010P	Oui	0
Tadjikistan	106 584	0	106 584	1996P	Non	103 870
Tchad	102 726	128	102 854	1991P	Non	99 360
Thaïlande	163 342	0	163 342	2012P	Oui	0
Timor-Leste	573	0	573	2011P	Oui	0
Togo	50 738	0	50 738	1995P	Non	48 630
Tonga	0	0	0	-	Oui	0
Trinité-et-Tobago	39 346	0	39 346	2012P	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2012</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote<sup>a</sup></i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrir le droit de vote</i>
Tunisie	21 913	0	21 913	2012P	Oui	0
Turkménistan	277 007	2 639	279 646	1995	Non	240 060
Turquie	0	0	0	-	Oui	0
Tuvalu	694	67	761	2011	Oui	0
Ukraine	1 926 830	0	1 926 830	1999P	Non	1 736 730
Uruguay	44 290	0	44 290	2011P	Oui	0
Vanuatu	85 090	0	85 090	1992P	Non	82 980
Venezuela (République bolivarienne du)	252 865	0	252 865	2012P	Oui	0
Viet Nam	0	0	0	-	Oui	0
Yémen	19 012	0	19 012	2010P	Oui	0
Zambie	0	0	0	-	Oui	0
Zimbabwe	427	0	427	2012P	Oui	0
Total partiel:	<b>74 901 176</b>	<b>152 067</b>	<b>75 053 243</b>			9 683 370
ex-Yougoslavie <sup>b</sup>	2 081 599		2 081 599	1990(P)-2001		
État non membre:						
États-Unis d'Amérique <sup>c</sup>	69 068 887		69 068 887	1994(P)-1996		
<b>TOTAL</b>	<b>146 051 662</b>	<b>152 067</b>	<b>146 203 729</b>			<b>9 683 370</b>

*Notes:*

(P) Versement partiel.

<sup>a</sup> Conformément au paragraphe 2 de l'Article 5 de l'Acte constitutif de l'ONUDI, le droit de vote de 39 États Membres a été suspendu.

<sup>b</sup> Contribution sur le point d'être réglée (résolution 63/249 de l'Assemblée générale).

<sup>c</sup> État Membre de l'Organisation jusqu'au 31 décembre 1996.

<i>État récapitulatif des contributions non acquittées par exercice/par année</i>	<i>Euros</i>
1986/1987	56 073
1988/1989	146 929
1990/1991	1 089 708
1992/1993	1 484 732
1994/1995	40 953 184
1996/1997	31 756 168
1998/1999	2 360 201
2000/2001	659 444
2002/2003	3 013 959
2004/2005	4 647 988
2006/2007	5 004 067
2008/2009	2 964 305
2010/2011	5 247 768
Total partiel:	99 384 526
2012	46 667 136
<b>TOTAL</b>	<b>146 051 662</b>